

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} MARS 1910.

Projet de loi portant revision des pensions des militaires en dessous
du grade d'officier, y compris ceux de la gendarmerie.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Nous avons l'honneur de soumettre aux délibérations de la Chambre un projet de loi ayant pour objet la revision du tarif des pensions annexé à la loi du 23 mai 1888, en ce qui concerne les militaires en dessous du grade d'officier.

Le tarif nouveau est obtenu en portant la pension initiale journalière :

a) Pour les infirmités les moins graves (art. 24 de la loi de 1838 — vingt années de service et moins) à :

Fr. 1.20 au lieu de 0.94 pour le soldat (soit une majoration de 28.18 %),

Fr. 1.34 au lieu de 1.12 pour le caporal (soit une majoration de 19.54 %),

Fr. 1.75 au lieu de 1.53 pour le sous-officier (soit une majoration de 14.28 %),

Fr. 2.10 au lieu de 1.86 pour l'adjudant (soit une majoration de 13.23 %);

b) Pour ancienneté (art. 1^{er} et 2 de ladite loi — trente années de service) à :

Fr. 1.00 au lieu de 0.74 pour le soldat (soit une majoration de 33.57 %),

Fr. 1.15 au lieu de 0.90 pour le caporal (soit une majoration de 28.05 %),

Fr. 1.42 au lieu de 1.15 pour le sous-officier (soit une majoration de 23.80 %),

Fr. 1.84 au lieu de 1.55 pour l'adjudant (soit une majoration de 18.37 %).

Toutefois, la pension du militaire ayant bénéficié des avantages créés par la loi du 24 mars 1902 sur la rémunération en matière de milice, subit une réduction égale à 2 % du total des sommes (intérêts non compris) qui, en exécution de ladite loi, ont été déposées, en son nom, à la Caisse d'épargne jusqu'à la fin du trimestre précédant sa mise à la retraite.

Cette disposition a été insérée en se basant sur les considérations suivantes :

Les hommes des quatre contingents de milice de 1871 à 1874, qui ont opté pour la rémunération différée (ancien régime), jouiront, à l'âge de 55 ans, d'une rente égale aux $\frac{5}{9}$ des fonds déposés pour eux à la Caisse d'épargne, à savoir une somme de 150 francs et une somme de 12 centimes par jour de service normal (Loi du 3 juin 1870).

Mais, par contre, la loi du 14 mars 1880 prescrit de déduire du temps de service, pour la pension de retraite de ces militaires, le temps pendant lequel la rémunération de 12 centimes leur a été allouée.

On ne peut songer à agir de même dorénavant dans la supputation des services de ceux qui bénéficieront des dispositions nouvelles concernant la rémunération en matière de milice ; les raisons suivantes s'y opposent :

1^o Aujourd'hui la rémunération est généralisée, étendue à tous les militaires subalternes, tandis qu'antérieurement elle n'existait que pour les miliciens. Le législateur a voulu assurer à ces derniers un dédommagement, une rente, pour le temps passé à l'armée dans ces conditions, mais il n'a pas permis que les services ainsi accomplis par les miliciens de 1871 à 1874 leur créent en même temps des titres à la pension militaire proprement dite ;

2^o La rémunération actuelle ne finissant qu'avec le service militaire, on décréterait, par le fait de l'adoption d'une mesure analogue à celle de mars 1880, la suppression de la pension de retraite pour tous les militaires subalternes enrôlés sous le régime de la nouvelle loi de milice ;

3^o Il convient de respecter les droits acquis de par les lois en vigueur relatives aux pensions.

Cependant on ne peut contester qu'il soit logique de tenir compte de ce que la rémunération de milice procure aux sous-officiers et soldats, à l'aide des fonds de l'État, un supplément de ressources d'une importance telle qu'il peut, dans certaines circonstances, doubler et même tripler le chiffre de la pension.

D'autre part, les pensions et secours accordés aux veuves et orphelins dans les conditions spécifiées au titre III de la loi du 24 mai 1838 n'ont plus été révisés depuis vingt-sept ans (loi du 14 mars 1880).

Des critiques ont souvent été formulées au sujet de la modicité des taux des pensions allouées dans des circonstances pénibles, tragiques, imputables au service, arrachant brusquement des militaires à leurs familles et laissant des veuves et des orphelins dans la misère. Les pensions et secours de l'espèce

ont été majorés dans des proportions assez sérieuses. Ils sont fixés à environ la moitié du maximum de la pension pour ancienneté (colonne 3 du tarif) et consacrent une augmentation variant de 36.36 à 84.84 %.

D'après la loi du 2 juillet 1896, la pension de tout gradé mis à la retraite pour ancienneté de service ou du chef d'infirmités contractées par le fait du service est augmentée respectivement de 4, 8, 12 et 16 % lorsque l'intéressé compte deux, quatre, six et huit années d'activité dans son grade.

L'article 4 a pour objet de supputer l'activité dans le grade par année de service au delà de deux ans.

En amendant la législation sous ce rapport, le Gouvernement ne sera plus incité à maintenir au service, quoique ne réunissant plus les qualités voulues pour servir activement, les gradés auxquels il ne manque que quelques mois pour parfaire une période de deux années de grade.

L'article 5, qui se rapporte à la gendarmerie, prévoit, à partir du 1^{er} octobre 1902 et pour chaque période complète d'un an d'activité passée dans la gendarmerie, une majoration spéciale et exclusive de la pension des militaires de ce corps d'un grade supérieur à celui de maréchal des logis.

Bien que la loi du 4 juillet 1860 dispose que les pensions des intéressés sont réglées d'après des assimilations à des grades supérieurs à ceux dont ils sont revêtus, il n'existe pas toujours un rapport équitable entre le chiffre de la pension et celui du traitement, même en réduisant celui-ci de l'augmentation allouée par l'arrêté royal du 24 mai 1902 pour remplacer la rémunération de milice à laquelle ils n'ont pas droit.

Le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations est basé, en ce qui concerne la gendarmerie, sur cette considération et sur les titres tout particuliers qu'ils ont à la bienveillance du pays, en raison des exigences de leur mission spéciale qui les expose, non seulement à de grands dangers, mais encore à toutes les intempéries et à des accidents sans nombre.

D'après des calculs établis sur le chiffre des pensions inscrites à la date du 1^{er} octobre 1907, les diverses modifications à la loi dont il s'agit ci-dessus occasionneraient un accroissement immédiat de dépenses d'environ 175,500 francs.

Le Gouvernement espère que les Chambres législatives voudront bien sanctionner par leur vote les mesures proposées, qui auront pour résultat d'améliorer la position d'honorables militaires en les récompensant ainsi, dans une plus large mesure, des services qu'ils ont rendus.

Le Ministre de la Guerre,

J. HELLEBAUT.

Le Ministre des Finances,

JUL. LIEBAERT.

Dispositions à abroger ou à modifier.**Article 1^{er} de la loi du 23 mai 1888.**

Le tarif des pensions militaires joint à la loi du 14 mars 1880 est remplacé par le tarif annexé à la présente loi, sauf en ce qui concerne les veuves et les orphelins.

Art. 3 de la loi du 27 mai 1840.

Le taux des pensions de réforme est réglé conformément aux dispositions des articles 21 et 22 du titre IV de la loi précitée (loi du 24 mai 1838) en réduisant d'un cinquième le montant de la pension calculée.

Dispositions proposées.**Article 1^{er} du projet.**

Par modification à la loi du 23 mai 1888, les pensions de retraite des militaires en dessous du grade d'officier sont réglées conformément au tarif joint à la présente loi.

Toutefois, la pension du militaire ayant bénéficié des avantages créés par la loi du 21 mars 1902 sur la rémunération en matière de milice, subit une réduction égale à 2 % du total des sommes (intérêts non compris) qui, jusqu'à la fin du trimestre précédant sa mise à la retraite, ont été déposées, en son nom, à la Caisse d'épargne, en exécution de ladite loi. Pour le militaire marié, le montant de ces dépôts est évalué sur le pied des versements stipulés pour le célibataire du même grade que l'intéressé.

Le taux de la pension ainsi calculée ne peut, néanmoins, être inférieur à celui déterminé par application de la loi antérieure.

Art. 2 du projet.

L'article 3 de la loi du 27 mai 1840 est abrogé et remplacé par les prescriptions suivantes :

Le taux des pensions de réforme est réglé conformément aux dispositions des articles 21 et 22 de la loi du 24 mai 1838 et de l'article 1^{er} (1^{er} et 2^e alinéas) ci-dessus, en réduisant d'un cinquième le montant de la pension ainsi calculée.

La pension ne peut toutefois être moindre que celle prévue par le tarif joint à la loi du 23 mai 1888 (colonnes 6, 7 et 8), réduite d'un cinquième.

Art. 1^{er} de la loi du 14 mars 1880.

Le tarif des pensions militaires, joint à la loi du 28 juillet 1871, est remplacé par le tarif annexé à la présente loi.

Art. 17 de la loi du 24 mai 1838.

La pension de retraite de tout officier, sous-officier, caporal ou brigadier, à l'exception des officiers mis au traitement de réforme, ayant douze années d'activité dans son grade, est augmentée d'un cinquième.

Dans ce cas spécial, le bénéfice du présent article est acquis même aux individus, désignés par le précédent paragraphe, qui ont droit au maximum déterminé par le tarif annexé à la présente loi.

Art. 1^{er} de la loi du 9 avril 1841.

Le bénéfice de l'article 17 de la loi du 24 mai 1838 est applicable aux pensions pour cause de blessures ou d'infirmités.

Art. 1^{er} de la loi du 25 février 1842.

Le terme de douze années fixé par le § 1^{er} de l'article 17 de la loi du 24 mai 1838 est réduit à dix années.

Art. 1^{er} de la loi du 2 juillet 1896.

Par modification à l'article 17 de la loi du 24 mai 1838 et aux lois du 9 avril 1841 et du 25 février 1842, la

Art. 3 du projet.

Le tarif arrêté par la loi du 14 mars 1880, en ce qui concerne les pensions et les secours accordés aux veuves et orphelins de militaires en dessous du grade d'officier en vertu du titre III de la loi du 24 mai 1838, est abrogé et remplacé par le tarif (9^e colonne) joint à la présente loi.

Art. 4 du projet.

Par modification aux lois du 24 mai 1838 (art. 17), du 9 avril 1841 (art. 1^{er}), du 25 février 1842 (art. 1^{er}) et du 2 juillet 1896 (art. 1^{er}), la pension de retraite octroyée, d'après l'article 1^{er} de la présente loi, à tout sous-officier, brigadier ou caporal, est augmentée respectivement de 4, 6, 8, 10, 12, 14, 16, 18 et 20 $\%$, lorsque les intéressés comptent deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf et dix années d'activité dans leur grade.

pension de tout officier, sous-officier, brigadier ou caporal mis à la retraite pour ancienneté ou du chef d'infirmités contractées, par le fait du service, à l'exception de celle des officiers mis au traitement de réforme, est augmentée respectivement de 4, 8, 12 et 16 % lorsque les intéressés comptent deux, quatre, six et huit années d'activité dans leur grade.

Art. 5 du projet. (Disposition nouvelle.)

Les taux des pensions conférées aux sous-officiers et brigadiers de la gendarmerie ainsi qu'aux gendarmes sont calculés suivant les stipulations des articles 1^{er}, 2 et 4 ci-dessus, et, en outre, pour chaque période complète d'un an d'activité passée dans le corps de la gendarmerie à partir du 1^{er} octobre 1902, ces taux sont majorés de 15 francs pour les adjudants sous-officiers, de 10 francs pour les premiers maréchaux des logis-chefs et les maréchaux des logis-chefs et de 5 francs pour les premiers maréchaux des logis et les maréchaux des logis-fourriers.

Art. 6 du projet.

Les pensions et les secours existant au moment de la mise en vigueur de la présente loi seront révisés conformément aux dispositions nouvelles des articles 1 à 4.

Cette révision sortira ses effets à partir du premier jour du trimestre qui suivra la date de la publication.

Art. 7 du projet.

Il est ouvert au Département des Finances un crédit de 10,000 francs

pour couvrir les frais à résulter de la revision prescrite par l'article 6.

Ce crédit sera rattaché au Budget de la Dette publique de l'exercice 1910 à titre de dépense exceptionnelle.

Projet de loi portant revision des pensions des militaires en dessous du grade d'officier, y compris ceux de la gendarmerie.

Wetsontwerp houdende herziening der pensioenen der militairen beneden den graad van officier, erbij begrepen dezen der gendarmerie.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres de la Guerre et des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives par Notre Ministre de la Guerre :

ARTICLE PREMIER.

Par modification à la loi du 23 mai 1888, les pensions de retraite des militaires en dessous du grade d'officier sont réglées conformément au tarif joint à la présente loi.

Toutefois, la pension du militaire ayant bénéficié des avantages créés par la loi du 21 mars 1902, sur la rémunération en matière de milice, subit une réduction égale à 2 % du total des sommes (intérêts non compris) qui, jusqu'à la fin du trimestre précédant sa mise à la retraite, ont été déposées, en son nom, à la Caisse d'épargne, en exécution de ladite loi. Pour le militaire marié, le montant de ces dépôts est évalué sur le pied des versements stipulés pour le célibataire du même grade que l'intéressé.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Oorlog en van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp van wet waarvan de inhoud volgt zal, in Onzen naam, door Onzen Minister van Oorlog aan de Wetgevende Kamers aangeboden worden :

ARTIKEL ÉÉN.

Bij wijziging der wet van 23 Mei 1888, worden de rustpensioenen der militairen beneden den rang van officier geregeld overeenkomstig het bij deze wet gevoegd tarief.

Er wordt echter op het pensioen van den militair die de voordeelen genoten heeft verleend door de wet van 21 Maart 1902 op de vergelding in zake van militie, eene vermindering gedaan van 2 t. h. van de gezamenlijke som (zonder inbegrip den interesten) welke tot op het einde van den trimester vóór zijne op-rustpensioen-stelling, in zijnen naam, in de Algemeene Spaarkas gestort geweest is, in uitvoering der gemelde wet. Het bedrag dezer gestorte som voor den gehuwden militair wordt berekend op voet der stortingen bepaald voor den ongehuwden militair van denzelfden graad als de belanghebbende.

Le taux de la pension ainsi calculée ne peut, néanmoins, être inférieur à celui déterminé par application de la loi antérieure.

ART. 2.

L'article 3 de la loi du 27 mai 1840 est abrogé et remplacé par les prescriptions suivantes :

Le taux des pensions de réforme est réglé conformément aux dispositions des articles 21 et 22 de la loi du 24 mai 1838 et de l'article 1^{er} (1^{er} et 2^e alinéas) ci-dessus, en réduisant d'un cinquième le montant de la pension ainsi calculée.

La pension ne peut toutefois être moindre que celle prévue par le tarif joint à la loi du 23 mai 1888 (colonnes 6, 7 et 8), réduite d'un cinquième.

ART. 3.

Le tarif arrêté par la loi du 14 mars 1880, en ce qui concerne les pensions et les secours accordés aux veuves et orphelins de militaires en dessous du grade d'officier en vertu du titre III de la loi du 24 mai 1838, est abrogé et remplacé par le tarif ci-après :

Niettemin mag het bedrag van het aldus berekend pensioen niet minder zijn dan dit vastgesteld bij toepassing der vorige wet.

ART. 2.

Artikel 3 der wet van 27 Mei 1840 wordt ingetrokken en vervangen door de volgende schikkingen :

Het bedrag der pensioenen wegens reform wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van artikelen 21 en 22 der wet van 24 Mei 1838 en van hier-voorgaande artikel 1 (1^e en 2^e alinea's), met vermindering met één vijfde van het bedrag van het aldus berekend pensioen.

Het pensioen mag echter niet minder zijn dan dit voorzien bij het tarief gevoegd bij de wet van 23 Mei 1888 (kolommen 6, 7 en 8) verminderd met één vijfde.

ART. 3.

De tarieven vastgesteld bij de wet van 14 Maart 1880, betrekkelijk de pensioenen en hulpgelden verleend aan de weduwen en weezen van militairen beneden den graad van officier krachtens titel III der wet van 24 Mei 1838, worden ingetrokken en vervangen door het volgende tarief :

Tarif des pensions militaires.

GRADES.	Pension de retraite pour ancienneté de service (art. 1 et 2).			Pension de retraite pour cause de blessures ou d'infirmités provenant de fatigues, accidents ou dangers du service militaire.					PENSION de veuves et secours aux orphelins.
	Medium à 30 ans de service effectif.	Accroissement pour chaque année de service y compris les campagnes de guerre.	Maximum à 40 ans y compris les campagnes de guerre.	Cécité ou amputation de deux membres (art. 18).	Amputation d'un membre, perte absolue de l'usage d'un ou de deux membres, blessures ou infirmités équivalentes à la perte de l'usage d'un membre (art. 19 et 20).	Blessures ou infirmités mettant le militaire dans une des positions prévues à l'article 8 de la loi du 24 mai 1888 (art. 21).			
						Minimum.	Accroissement chaque année au-delà de 20 ans.	Maximum à 40 ans, campagnes comprises.	
	1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.
Adjudant-sous-officier; commis de parquet et secrétaire-archiviste avec rang d'adjudant-sous-officier; commis aux écritures du bataillon d'administration; trompette-major de cavalerie; adjudant du matériel; maître artificier; chef de musique non assimilé aux officiers; sous-officier de gendarmerie	670 »	28 »	930 »	1,425 »	930 »	770 »	9 »	930 »	430 »
Sous-officier; commis de parquet et secrétaire-archiviste non assimilé aux adjudants-sous-officiers; portier, cuisinier, tisanier du bataillon d'administration; musicien-gagiste; maître armurier, tailleur, cordonnier, bottier et sellier; maréchal ferrant avec rang de maréchal des logis; trompette-major d'artillerie; brigadier de gendarmerie; gendarme	520 »	16 »	680 »	1,020 »	790 »	640 »	7 50	790 »	340 »
Caporal; brigadier; premier ouvrier tailleur, cordonnier et bottier; maréchal ferrant avec rang de brigadier; cadet-caporal	420 »	9 »	510 »	765 »	600 »	490 »	5 50	600 »	260 »
Soldat; clairon; trompette; élève musicien; maréchal ferrant; ouvrier; cadet-soldat et pupille de l'armée, âgé de plus de 16 ans (1)	366 »	12 »	486 »	729 »	580 »	440 »	7 »	580 »	240 »

(1) Les pensions des élèves de l'École militaire sont réglées suivant le grade qu'ils occupent dans les contrôles de l'armée et celles des membres soldés du service des secours suivant le grade auquel ils sont assimilés par les arrêtés royaux déterminant le rang hiérarchique militaire.

(1) Les pensions des élèves de l'École militaire sont réglées suivant le grade qu'ils occupent dans les contrôles de l'armée et celles des membres soldés du service des secours suivant le grade auquel ils sont assimilés par les arrêtés royaux déterminant le rang hiérarchique militaire.

Tarief der militaire pensioenen.

GRADEN.	Rustpensioen voor ouderdom in dienst (art. 1 en 2).			Rustpensioen ter orzake van verwondingen of gebrekkelijkheden voortspruitende uit vermoegenissen, ongevallen of gevaren van den militairen dienst.					PENSIOEN der weduwen en tijdelijk hulpgetden voor de weezen.
	Medium na 30 jaar wezenlijken dienst.	Vermeer- dering voor elk jaar dienst, de veldtochten er in begrepen.	Maximum na 40 jaar, de veldtochten er in begrepen.	Blindheid of afzetting van twee ledematen (art. 18).	Afschieting van één lid- maat, volledig verlies van het gebruik van een of twee ledema- ten, wonden of gebrek- kelijkheden, gelijk- staande met het ver- lies van het gebruik van één lidmaat (ar- tikel 19 en 20).	Wonden of gebrekkelijkheden die den militair in een der gevallen stellen, voorzien bij art. 8 der wet van 21 Mei 1888 (art. 20).			
						Minimum.	Vermeer- dering voor elk jaar boven de 20 jaar	Maximum na 40 jaar veldtochten er in begrepen.	
	1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.
Adjutant-onderofficier; klerk van het parket en secretaris-archivaris met rang van adjudant-onderofficier; klerk van het bataljon van administra- tie; trompetter-majoor der cavalerie; adjudant van het materieel; meestervuurwerker; muzikoverste niet gelijk gesteld met de officie- ren; onderofficier der gendarmerie.	670 "	28 "	950 "	1,425 "	950 "	770 "	9 "	950 "	450 "
Onderofficier; klerk van het parket en sekretaris-archivaris niet gelijk gesteld met de adjudanten-onderofficieren; poortier, kok, tisanier van het bataljon van administratie; gageist-muzikant; meester-geweermak- er, kleermaker, schoenmaker, laarzenmaker en zadelmaker; hoef- smid met rang van wachtmeester; trompetter-majoor der artillerie; brigadier der gendarmerie; gendarm	520 "	16 "	680 "	1,020 "	790 "	640 "	7 50	790 "	340 "
Korporaal; brigadier; eerste kleermakers-, schoenmakers- en laarzen- makers-gast; hoefsmid met rang van brigadier; cadet-korporaal. . . .	420 "	9 "	510 "	765 "	600 "	490 "	5 50	600 "	260 "
Soldaat; hoornblazer; trompetter; leerling-muzikant; hoefsmid; werk- man; cadet-soldaat en pupil van het leger, meer dan 16 jaar oud (1) .	366 "	12 "	486 "	729 "	580 "	440 "	7 "	580 "	240 "

(1) De pensioenen der leerlingen der Militaire School worden geregeld volgens den graad dien zij op de registers van het leger bekleeden en die der bezoldigden van den hulpdienst volgens den graad waarmede zij gelijkgesteld zijn door de koninklijke besluiten die de militaire rangschikking vaststellen.

(1) De pensioenen der leerlingen der Militaire School worden geregeld volgens den graad dien zij op de registers van het leger bekleeden en die der bezoldigden van den hulpdienst volgens den graad waarmede zij gelijkgesteld zijn door de koninklijke besluiten die de militaire rangschikking vaststellen.

ART. 4.

Par modification aux lois du 24 mai 1838 (art. 17), du 9 avril 1841 (art. 1^{er}), du 25 février 1842 (art. 1^{er}) et du 2 juillet 1896 (art. 1^{er}), la pension de retraite octroyée, d'après l'article 1^{er} de la présente loi à tout sous-officier, brigadier ou caporal est augmentée respectivement de 4, 6, 8, 10, 12, 14, 16, 18 et 20 %, lorsque les intéressés comptent deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf et dix années d'activité dans leur grade.

ART. 5.

Les taux des pensions conférées aux sous-officiers et brigadiers de la gendarmerie ainsi qu'aux gendarmes sont calculés suivant les stipulations des articles 1^{er}, 2 et 4 ci-dessus, et, en outre, pour chaque période complète d'un an d'activité passée dans le corps de la gendarmerie à partir du 1^{er} octobre 1902, ces taux sont majorés de 15 francs pour les adjudants-sous-officiers, de 10 francs pour les premiers maréchaux des logis-chefs et les maréchaux des logis-chefs, et de 5 francs pour les premiers maréchaux des logis et les maréchaux des logis-fourriers.

ART. 6.

Les pensions et les secours existant au moment de la mise en vigueur de la présente loi seront révisés conformément aux dispositions nouvelles des articles 1 à 4.

Cette révision sortira ses effets à partir du premier jour du trimestre qui suivra la date de la publication.

ART. 4.

Bij wijziging der wetten van 24 Mei 1838 (art. 17), van 9 April 1841 (art. 1), van 25 Februari 1842 (art. 1) en van 2 Juli 1896 (art. 1), wordt het rustpensioen verleend volgens artikel 1 dezer wet, aan elk onderofficier, brigadier of korporaal vermeerderd onderscheidenlijk met 4, 6, 8, 10, 12, 14, 16, 18 en 20 t. h., wanneer de belanghebbenden twee, drie, vier, vijf, zes, zeven, acht, negen en tien jaar werkelijken dienst in hunnen graad tellen.

ART. 5.

Het bedrag der pensioenen verleend aan de onderofficieren en brigadiers der gendarmerie, alsmede aan de gendarmen, wordt berekend volgens de bepalingen van hiervoorgaande artikelen 1, 2 en 4, en, bovendien wordt dit bedrag, bij ieder voltrokken tijdperk van één jaar werkelijken dienst bij het korps gendarmerie overgebracht te rekenen van af 1^o October 1902, vermeerderd met 15 frank voor de adjudanten-onderofficieren, met 10 frank voor de eerste opperwachtmeesters en de opperwachtmeesters en met 5 frank voor de eerste wachtmeesters en wachtmeesters-fourriers.

ART. 6.

De pensioenen en de hulpelden bestaande op het oogenblik van het van kracht worden dezer wet zullen worden herzien overeenkomstig de nieuwe bepalingen van artikelen 1 tot 4.

Deze herziening zal in werking treden te rekenen van af den eersten dag van den trimester volgende op den datum der bekendmaking.

ART. 7.

Il est ouvert au Département des Finances un crédit de 10,000 francs pour couvrir les frais à résulter de la revision prescrite par l'article 6.

Ce crédit sera rattaché au Budget de la Dette publique de l'exercice 1910 à titre de dépense exceptionnelle.

Donné à Bruxelles, le 28 février 1910.

ART. 7.

Een krediet van 10,000 frank wordt geopend bij het Departement van Financiën om de kosten te dekken voortspruitende uit de herziening voorgeschreven bij artikel 6.

Dit krediet zal gevoegd worden bij de Begrooting der Openbare Schuld van het dienstjaar 1910, ten titel van uitzonderlijke uitgave.

Gegeven te Brussel, den 28ⁿ Februari 1910.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Guerre,

VAN 'S KONINGS WEGE :

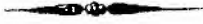
De Minister van Oorlog,

J. HELLEBAUT.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

JUL. LIEBAERT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 MAART 1910.

Wetsontwerp houdende de herziening der pensioenen der militairen beneden den graad van officier, erbij begrepen dezen der gendarmerie.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Wij hebben de eer ter beraadslaging aan de Kamers een wetsontwerp aan te bieden hebbende voor doel de herziening van het tarief der pensioenen toegevoegd aan de wet van 23^e Mei 1888 voor wat betreft de militairen beneden den rang van officier.

Het nieuwe tarief wordt bekomen met het dagelijksch ingangspensioen te brengen :

a) Voor de minst ernstige gebrekkelikheden (art. 21 der wet van 1838, twintig jaar dienst en min) op :

Fr. 1.20 in plaats van 0.94 voor den soldaat (zegge eene vermeerdering van 28.18 t. h.);

Fr. 1.34 in plaats van 1.12 voor den korporaal (zegge eene vermeerdering van 19.51 t. h.);

Fr. 1.75 in plaats van 1.53 voor den onderofficier (zegge eene vermeerdering van 14.28 t. h.);

Fr. 2.10 in plaats van 1.86 voor den adjudant (zegge eene vermeerdering van 13.23 t. h.);

b) Voor ouderdom in dienst (art. 1 en 2 der gezegde wet, dertig jaar dienst) op :

1 frank in plaats van 0.74 voor den soldaat (zegge eene vermeerdering van 33.57 t. h.);

Fr. 1.15 in plaats van 0.90 voor den korporaal (zegge eene vermeerdering van 28.05 t. h.);

Fr. 1.42 in plaats van 1.15 voor den onderofficier (zegge eene vermeerdering van 23.80 t. h.);

Fr. 1.84 in plaats van 1.55 voor den adjudant (zegge eene vermeerdering van 18.37 t. h.).

Nochtans ondergaat het pensioen van den militair die de voordeelen genoten heeft in het leven geroepen door de wet van 21^a Maart 1902, op de vergelding in zake van militie, eene korting gelijk aan 2 t. h. van het gezamenlijke der sommen (interest niet bijbegrepen) die, in uitvoering der gezegde wet, in zijnen naam in de Spaarkas werden neergelegd tot op het einde van den trimester die zijn op-rustpensioen-stellen voorafging.

Deze schikking werd ingelascht met zich op de volgende beschouwingen te steunen :

De mannen van de vier militiecontingenten van 1871 tot 1874, die de uitgestelde vergelding (oud stelsel) verkozen hebben, zullen op den ouderdom van 55 jaar eene rente genieten gelijk aan de $\frac{5}{9}$ der door hen in de Spaarkas neergelegde sommen, te weten eene som van 150 frank en eene som van 12 centiemen per dag gewonen dienst. (Wet van 3 Juni 1870.)

Maar daarentegen schrijft de wet van 14^a Maart 1880 voor den tijd, gedurende welken de vergelding van 12 centiemen hun toegestaan werd, af te trekken van den diensttijd voor het rustpensioen dezer militairen.

Het valt niet te denken in 't vervolg op dezelfde wijze te handelen voor de berekening der diensten van hen die zullen voordeel trekken uit de nieuwe schikkingen betrekkelijk de vergelding in zake van militie; de volgende redenen verzetten er zich tegen :

1^o Thans wordt de vergelding algemeen toegepast op, uitgestrekt tot al de militairen van lageren rang, terwijl zij eertijds slechts bestond voor de miliciens. De wetgever heeft aan deze laatsten eene vergoeding, eene rente willen verzekeren voor den tijd in deze voorwaarden bij het leger doorgebracht, maar hij heeft niet gedoogd dat de alzoo door de miliciens van 1871 tot 1874 volbrachte diensten hun terzelfder tijd recht zouden geven tot het eigenlijk militair pensioen;

2^o De huidige vergelding, slechts eindigende met den militairen dienst, zou men, bij het aannemen van eenen maatregel gelijkaardig aan dien van Maart 1880, besluiten dat het rustpensioen afgeschaft worde voor al de militairen van lageren rang onder het stelsel der nieuwe militiewet aangevoren;

3^o Het betaamt dat men de rechten eerbiedige verkregen door de in voege zijnde wetten betrekkelijk de pensioenen.

Nochtans valt het niet te ontkennen dat het juist ware rekening te houden van het feit dat de vergelding in zake van militie, aan de onderofficieren en soldaten, bij middel der gelden van den Staat, zulke belangrijke bijkomende hulpmiddelen verschaft, dat zij in zekere omstandigheden het beloop van het pensioen verdubbelen, ja zelfs verdriedubbelen.

Van anderen kant, zijn de pensioenen en hulpgelden toegestaan aan de weduwen en wezen in de voorwaarden bepaald bij titel III der wet van 24^a Mei 1838 niet meer herzien geweest, sedert zeven en twintig jaar. (Wet van 14 Maart 1880.)

Meermalen heeft men bezwaren geopperd aangaande het geringe beloop der pensioenen toegestaan in moeilijke, noodlottige omstandigheden aan den dienst toe te schrijven, en die onverwachts militairen aan hunne familiën ontrukten, hunne weduwen en weezen in armoede achterlatende. Soortgelijke pensioenen en hulp gelden zijn in nogal hooge mate vermeerderd geweest. Zij zijn vastgesteld op ongeveer de helft van het maximum van het pensioen voor ouderdom in dienst (kolom 3 van het tarief) en voorzien eene vermeerdering van 36,36 tot 84,84 t. h.

Volgens de wet van 2ⁿ Juli 1896, wordt het pensioen van ieder op rust gestelde gegradeerde voor ouderdom in dienst of uit hoofde van gebrekkelikheden opgedaan ter oorzaak van den dienst, onderscheidenlijk vermeerderd met 4, 8, 12 en 16 t. h., wanneer de belanghebbende twee, vier, zes en acht jaar werkelijken dienst in zijnen graad telt.

Het artikel 4 heeft voor doel den werkelijken dienst in den graad te berekenen per jaar dienst boven de twee jaar.

Met onder dit opzicht de wetgeving te wijzigen, zal de Regeering niet meer geneigd zijn, alhoewel zij niet meer de tot den werkelijken dienst vereischte hoedanigheden bezitten, de gegradeerde militairen in dienst te houden aan wien slechts eenige maanden ontbreken om hun tijdperk van twee jaar graad te volmaken.

Het artikel 5, betreffende de gendarmerie, voorziet, van af 1ⁿ October 1902, en voor iederen volledigen termijn van één jaar werkelijken dienst volbracht bij de gendarmerie, eene bijzondere vermeerdering, afzonderlijk van het pensioen der militairen van dit korps boven den graad van wachtmeester.

Alhoewel de wet van 4ⁿ Juli 1860 bepaalt dat de pensioenen der belanghebbenden geregeld worden volgens gelijkstelling met hogere graden dan dezen waarmede zij bekleed zijn, bestaat er niet altijd eene juiste verhouding tusschen het beloop van het pensioen en dit der jaarwedde, zelfs wanneer men deze vermindert met de vermeerdering toegestaan bij het koninklijk besluit van 24ⁿ Mei 1902 ter vervanging der vergelding in zake van militie waaraan zij geen recht hebben.

Het wetsontwerp dat wij de eer hebben ter uwer beraadslaging aan te bieden wordt gestaafd, voor wat betreft de gendarmerie op deze beschouwing en op de bijzondere aanspraak die zij hebben op de welwillendheid van het Land, om reden der vereischten van hunne bijzondere taak die hen niet alleen aan groote gevaren, maar ook aan al de ongestadigheden van het klimaat en aan talloze ongevallen blootstellen.

Volgens de berekeningen naar het beloop der pensioenen ingeschreven op 1ⁿ October 1907, zullen de onderscheidene wijzigingen van de wet waarvan hierboven sprake eene onmiddellijke vermeerdering van uitgaven van ongeveer 175,500 frank veroorzaken.

De Regeering hoopt dat de Wetgevende Kamers met hunne stem de voorgestelde maatregelen zullen willen bekrachtigen, maatregelen waarvan het

gevolg zal zijn het verbeteren van den stand van achtbare militairen door het in ruimere mate beloonen van de door hen bewezene diensten.

De Minister van Oorlog,

J. HELLEBAUT.

De Minister van Financiën,

JUL. LIEBAENT.

In te trekken of te wijzigen bepalingen.

Artikel 1 der wet van 23 Mei 1888.

Het bij de wet van 14 Maart 1880 gevoegd tarief wordt door het bij deze wet gevoegd tarief vervangen, behalve wat betreft de weduwen en de weezen.

Art. 3 der wet van 27 Mei 1840.

Het bedrag der pensioenen wegens reform wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van artikel 21 en 22 van titel IV der voormelde wet (wet van

Voorgestelde bepalingen.

Artikel 1 van het ontwerp.

Bij wijziging der wet van 23 Mei 1888, worden de rustpensioenen der militairen beneden den rang van officier geregeld overeenkomstig het bij deze wet gevoegd tarief.

Er wordt echter op het pensioen van den militair die de voordeelen genoten heeft verleend door de wet van 21 Maart 1902 op de vergelding in zake van militie, eene vermindering gedaan van 2 t. h. van de gezamenlijke som (zonder inbegrip der interesten) welke tot op het einde van den trimester vóór zijne op-rustpensioen-stelling, in zijnen naam, in de Algemeene Spaarkas gestort geweest is, in uitvoering der gemelde wet. Het bedrag dezer gestorte som voor den gehuwden militair wordt berekend op voet der stortingen bepaald voor den ongehuwden militair van denzelfden graad als de belanghebbende.

Niettemin, mag het bedrag van het aldus berekend pensioen niet minder zijn dan dit vastgesteld bij toepassing der vorige wet.

Art. 2 van het ontwerp.

Artikel 3 der wet van 27 Mei 1840 wordt ingetrokken en vervangen door de volgende schikkingen.

Het bedrag der pensioenen wegens

24 Mei 1838) met vermindering met één vijfde van het bedrag van het berekend pensioen.

reform wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van artikelen 21 en 22 der wet van 24 Mei 1838 en van hier-voorgaande artikel 1 (1^e en 2^e alineas), met vermindering met één vijfde van het bedrag van het aldus berekend pensioen.

Het pensioen mag echter niet minder zijn dan dit voorzien bij het tarief gevoegd bij de wet van 23 Mei 1888 (kolommen 6, 7 en 8) verminderd met één vijfde.

Art. 1 der wet van 14 Maart 1880.

Het tarief der militaire pensioenen, gevoegd bij de wet van 28 Juli 1871, wordt vervangen door het tarief gevoegd bij deze wet.

Art. 3 van het ontwerp.

De tarieven vastgesteld bij de wet van 14 Maart 1880, betrekkelijk de pensioenen en hulpgelden verleend aan de weduwen en weezen van militairen beneden den graad van officier, krachtens titel III der wet van 24 Mei 1838, worden ingetrokken en vervangen door het tarief (9^e kolom) gevoegd bij deze wet.

Art. 17 der wet van 24 Mei 1838.

Het rustpensioen van elk officier, onder-officier, korporaal en brigadier, bij uitzondering der officieren op jaarwedde wegens reform gesteld, die twaalf jaar werkelijken dienst in zijnen graad telt, wordt met één vijfde vermeerderd.

In dit bijzonder geval is het voordeel van dit artikel toegekend zelfs aan degenen aangewezen bij voorgaande paragraaf, die recht hebben tot het maximum vastgesteld bij het tarief bij deze wet gevoegd.

Art. 4 van het ontwerp.

Bij wijziging der wetten van 24 Mei 1838 (art. 17), van 9 April 1844 (art. 1), van 25 Februari 1842 (art. 1 en van 2 Juli 1896 (art. 1), wordt het rustpensioen verleend, volgens artikel 1 dezer wet, aan elk onderofficier, brigadier of korporaal, vermeerderd onderscheidenlijk met 4, 6, 8, 10, 12, 14, 16, 18 en 20 t. h., wanneer de belanghebbenden twee, drie, vier, vijf, zes, zeven, acht, negen en tien jaar werkelijken dienst in hunnen graad tellen.

Art. 1 der wet van 9 April 1841.

Het voordeel van artikel 17 der wet van 24 Mei 1838 is toepasselijk aan de pensioenen wegens verwondingen en gebrekkelijkheden.

Art. 1 der wet van 25 Februari 1842.

De termijn van twaalf jaar bepaald bij § 1 van artikel 17 der wet van 24 Mei 1838 wordt teruggebracht op tien jaar.

Art. 1 der wet van 2 Juli 1896.

Bij wijziging van artikel 17 der wet van 24 Mei 1838 en der wetten van 9 April 1844 en van 25 Februari 1842, wordt het pensioen van elk officier, onderofficier, brigadier of korporaal op rustpensioen gesteld wegens onderdom in dienst of uit hoofde van gebrekkelijkheden ter oorzaak van den dienst ontstaan, bij uitzondering van dit der officieren op jaarwedde wegens reform gesteld, vermeerderd onderscheidenlijk met 4, 8, 12 en 16 t. h., wanneer de belanghebbenden twee, vier, zes en acht jaar werkelijken dienst in hunnen graad tellen.

**Art. 5 van het ontwerp.
(Nieuwe bepaling.)**

Het bedrag der pensioenen verleend aan de onderofficieren en brigadiers der gendarmerie alsmede aan de gendarmen wordt berekend volgens de bepalingen van hiervoorgaande artikelen 1, 2 en 4, en, bovendien wordt dit bedrag, bij ieder voltrokken tijdperk van één jaar werkelijken dienst bij het korps gendarmerie overgebracht, te rekenen van af 1^o October 1902, vermeerderd met 15 frank voor de adjudanten-onderofficieren, met 10 frank voor de eerste opperwachtmeesters en de opperwachtmeesters en met 5 frank voor de eerste wachtmeesters en wachtmeesters-fouriers.

Art. 6 van het ontwerp.

De pensioenen en de hulpgelden bestaande op het oogenblik van het van kracht worden dezer wet zullen worden herzien overeenkomstig de nieuwe bepalingen van artikelen 1 tot 4.

Deze herziening zal in werking treden te rekenen van af den eersten dag van den trimester volgende op den datum der bekendmaking.

Art. 7 van het ontwerp.

Een krediet van 10,000 frank wordt geopend bij het Departement van Financiën om de kosten te dekken voortspruitende uit de herziening, voorgeschreven bij artikel 6.

Dit krediet zal gevoegd worden bij de Begrooting der Openbare Schuld van het dienstjaar 1910, ten titel van uitzonderlijke uitgave.

Projet de loi portant revision des pensions des militaires en dessous du grade d'officier, y compris ceux de la gendarmerie.

Wetsontwerp houdende herziening der pensioenen der militairen beneden den graad van officier, erbij begrepen dezen der gendarmerie.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres de la Guerre et des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives par Notre Ministre de la Guerre :

ARTICLE PREMIER.

Par modification à la loi du 23 mai 1888, les pensions de retraite des militaires en dessous du grade d'officier sont réglées conformément au tarif joint à la présente loi.

Toutefois, la pension du militaire ayant bénéficié des avantages créés par la loi du 21 mars 1902, sur la rémunération en matière de milice, subit une réduction égale à 2 % du total des sommes (intérêts non compris) qui, jusqu'à la fin du trimestre précédant sa mise à la retraite, ont été déposées, en son nom, à la Caisse d'épargne, en exécution de ladite loi. Pour le militaire marié, le montant de ces dépôts est évalué sur le pied des versements stipulés pour le célibataire du même grade que l'intéressé.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Oorlog en van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp van wet waarvan de inhoud volgt zal, in Onzen naam, door Onzen Minister van Oorlog aan de Wetgevende Kamers aangeboden worden :

ARTIKEL ÉÉN.

Bij wijziging der wet van 23 Mei 1888, worden de rustpensioenen der militairen beneden den rang van officier geregeld overeenkomstig het bij deze wet gevoegd tarief.

Er wordt echter op het pensioen van den militair die de voordeelen genoten heeft verleend door de wet van 21 Maart 1902 op de vergelding in zake van militie, eene vermindering gedaan van 2 t. h. van de gezamenlijke som (zonder inbegrip den interesten) welke tot op het einde van den trimester vóór zijne op-rustpensioen-stelling, in zijnen naam, in de Algemeene Spaarkas gestort geweest is, in uitvoering der gemelde wet. Het bedrag dezer gestorte som voor den gehuwden militair wordt berekend op voet der stortingen bepaald voor den ongehuwden militair van denzelfden graad als de belanghebbende.

Le taux de la pension ainsi calculée ne peut, néanmoins, être inférieur à celui déterminé par application de la loi antérieure.

ART. 2.

L'article 3 de la loi du 27 mai 1840 est abrogé et remplacé par les prescriptions suivantes :

Le taux des pensions de réforme est réglé conformément aux dispositions des articles 21 et 22 de la loi du 24 mai 1838 et de l'article 1^{er} (1^{er} et 2^e alinéas) ci-dessus, en réduisant d'un cinquième le montant de la pension ainsi calculée.

La pension ne peut toutefois être moindre que celle prévue par le tarif joint à la loi du 23 mai 1888 (colonnes 6, 7 et 8), réduite d'un cinquième.

ART. 3.

Le tarif arrêté par la loi du 14 mars 1880, en ce qui concerne les pensions et les secours accordés aux veuves et orphelins de militaires en dessous du grade d'officier en vertu du titre III de la loi du 24 mai 1838, est abrogé et remplacé par le tarif ci-après :

Niettemin mag het bedrag van het aldus berekend pensioen niet minder zijn dan dit vastgesteld bij toepassing der vorige wet.

ART. 2.

Artikel 3 der wet van 27 Mei 1840 wordt ingetrokken en vervangen door de volgende schikkingen :

Het bedrag der pensioenen wegens reform wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van artikelen 21 en 22 der wet van 24 Mei 1838 en van hier-voorgaande artikel 1 (1^e en 2^e alinea's), met vermindering met één vijfde van het bedrag van het aldus berekend pensioen.

Het pensioen mag echter niet minder zijn dan dit voorzien bij het tarief gevoegd bij de wet van 23 Mei 1888 (kolommen 6, 7 en 8) verminderd met één vijfde.

ART. 3.

De tarieven vastgesteld bij de wet van 14 Maart 1880, betreffende de pensioenen en hulpelden verleend aan de weduwen en weezen van militairen beneden den graad van officier krachtens titel III der wet van 24 Mei 1838, worden ingetrokken en vervangen door het volgende tarief :

Tarif des pensions militaires.

GRADES.	Pension de retraite pour ancienneté de service (art. 1 et 2).			Pension de retraite pour cause de blessures ou d'infirmités provenant de fatigues, accidents ou dangers du service militaire.					PENSION de veuves et secours aux orphelins.
	Medium à 30 ans de service effectif.	Accroissement pour chaque année de service y compris les campagnes de guerre.	Maximum à 40 ans y compris les campagnes de guerre.	Cécité ou amputation de deux membres (art. 18).	Amputation d'un membre, perte absolue de l'usage d'un ou de deux membres, blessures ou infirmités équivalentes à la perte de l'usage d'un membre (art. 19 et 20).	Blessures ou infirmités mettant le militaire dans une des positions prévues à l'article 8 de la loi du 24 mai 1888 (art. 21).			
						Minimum.	Accroissement chaque année au-delà de 30 ans.	Maximum à 40 ans, campagnes comprises.	
	1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.
Adjudant-sous-officier; commis de parquet et secrétaire-archiviste avec rang d'adjudant-sous-officier; commis aux écritures du bataillon d'administration; trompette-major de cavalerie; adjudant du matériel; maître artificier; chef de musique non assimilé aux officiers; sous-officier de gendarmerie	670 »	28 »	950 »	1,425 »	950 »	770 »	9 »	950 »	450 »
Sous-officier; commis de parquet et secrétaire-archiviste non assimilé aux adjudants-sous-officiers; portier, cuisinier, tisanier du bataillon d'administration; musicien-gagiste; maître armurier, tailleur, cordonnier, bottier et sellier; maréchal ferrant avec rang de maréchal des logis; trompette-major d'artillerie; brigadier de gendarmerie; gendarme	520 »	16 »	680 »	1,020 »	790 »	640 »	7 50	790 »	340 »
Caporal; brigadier; premier ouvrier tailleur, cordonnier et bottier; maréchal ferrant avec rang de brigadier; cadet-caporal	420 »	9 »	510 »	765 »	600 »	490 »	5 50	600 »	260 »
Soldat; clairon; trompette; élève musicien; maréchal ferrant; ouvrier; cadet-soldat et pupille de l'armée, âgé de plus de 16 ans (1)	366 »	12 »	486 »	729 »	580 »	440 »	7 »	580 »	240 »

(1) Les pensions des élèves de l'École militaire sont réglées suivant le grade qu'ils occupent dans les contrôles de l'armée et celles des membres soldés du service des secours suivant le grade auquel ils sont assimilés par les arrêtés royaux déterminant le rang hiérarchique militaire.

(1) Les pensions des élèves de l'École militaire sont réglées suivant le grade qu'ils occupent dans les contrôles de l'armée et celles des membres soldés du service des secours suivant le grade auquel ils sont assimilés par les arrêtés royaux déterminant le rang hiérarchique militaire.

Tarief der militaire pensioenen.

GRADEN.	Rustpensioen voor ouderdom in dienst (art. 1 en 2).			Rustpensioen ter orzake van verwondingen of gebrekkelijkheden voortspruitende uit vermoenenissen, ongevallen of gevaren van den militairen dienst.					PENSIOEN der weduwen en tijdelijke hulpgeelden voor de weezen.
	Medium na 30 jaar wezenlijken dienst.	Vermeer- dering voor elk jaar dienst, de veldtochten er in begrepen.	Maximum na 40 jaar, de veldtochten er in begrepen.	Blindheid of afzetting van twee ledematen (art. 18).	Afmetting van één lid- maat, volledig verlies van het gebruik van een of twee ledema- ten, wonden of gebrek- kelijkheden gelijk- staande met het ver- lies van het gebruik van één lidmaat (ar- tikel 19 en 20).	Wonden of gebrekkelijkheden die den militair in een der gevallen stellen, voorzien bij art. 8 der wet van 24 Mei 1888 (art. 20).			
						Minimum.	Vermeer- dering voor elk jaar boven de 20 jaar.	Maximum na 40 jaar veldtochten er in begrepen.	
	1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.
Adjutant-onderofficier; klerk van het parket en secretaris-archivaris met rang van adjudant-onderofficier; klerk van het bataljon van administra- tie; trompetter-majoor der cavalerie; adjudant van het materieel; meestervuurwerker; muziekoverste niet gelijk gesteld met de officie- ren; onderofficier der gendarmerie.	670 "	28 "	950 "	1,425 "	950 "	770 "	9 "	950 "	450 "
Onderofficier; klerk van het parket en sekretaris-archivaris niet gelijk gesteld met de adjudanten-onderofficieren; poortier, kok, tisanier van het bataljon van administratie; gageist-muzikant; meestergeweermak- ker, kleermaker, schoenmaker, laarzenmaker en zadelmaker; hoef- smid met rang van wachmeester; trompetter-majoor der artillerie; brigadier der gendarmerie; gendarm	520 "	16 "	680 "	1,020 "	790 "	640 "	7 50	790 "	340 "
Korporaal; brigadier; eerste kleermakers-, schoenmakers- en laarzen- makersgast; hoefsmid met rang van brigadier; cadet-korporaal. . . .	420 "	9 "	510 "	765 "	600 "	490 "	5 50	600 "	260 "
Soldaat; hoornblazer; trompetter; leerling-muzikant; hoefsmid; werk- man; cadet-soldaat en pupil van het leger, meer dan 16 jaar oud (1) .	366 "	12 "	486 "	729 "	580 "	440 "	7 "	580 "	240 "

(1) De pensioenen der leerlingen der Militaire School worden geregeld volgens den graad dien zij op de registers van het leger bekleeden en die der bezoldigden van den hulpdienst volgens den graad waarmede zij gelijkgesteld zijn door de koninklijke besluiten die de militaire rangschikking vaststellen.

(1) De pensioenen der leerlingen der Militaire School worden geregeld volgens den graad dien zij op de registers van het leger bekleeden en die der bezoldigden van den hulpdienst volgens den graad waarmede zij gelijkgesteld zijn door de koninklijke besluiten die de militaire rangschikking vaststellen.

ART. 4.

Par modification aux lois du 24 mai 1838 (art. 17), du 9 avril 1841 (art. 1^{er}), du 25 février 1842 (art. 1^{er}) et du 2 juillet 1896 (art. 1^{er}), la pension de retraite octroyée, d'après l'article 1^{er} de la présente loi à tout sous-officier, brigadier ou caporal est augmentée respectivement de 4, 6, 8, 10, 12, 14, 16, 18 et 20 %., lorsque les intéressés comptent deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf et dix années d'activité dans leur grade.

ART. 5.

Les taux des pensions conférées aux sous-officiers et brigadiers de la gendarmerie ainsi qu'aux gendarmes sont calculés suivant les stipulations des articles 1^{er}, 2 et 4 ci-dessus, et, en outre, pour chaque période complète d'un an d'activité passée dans le corps de la gendarmerie à partir du 1^{er} octobre 1902, ces taux sont majorés de 15 francs pour les adjudants-sous-officiers, de 10 francs pour les premiers maréchaux des logis-chefs et les maréchaux des logis-chefs, et de 5 francs pour les premiers maréchaux des logis et les maréchaux des logis-fourriers.

ART. 6.

Les pensions et les secours existant au moment de la mise en vigueur de la présente loi seront révisés conformément aux dispositions nouvelles des articles 1 à 4.

Cette révision sortira ses effets à partir du premier jour du trimestre qui suivra la date de la publication.

ART. 4.

Bij wijziging der wetten van 24 Mei 1838 (art. 17), van 9 April 1841 (art. 1), van 25 Februari 1842 (art. 1) en van 2 Juli 1896 (art. 1), wordt het rustpensioen verleend volgens artikel 1 dezer wet, aan elk onderofficier, brigadier of korporaal vermeerderd onderscheidenlijk met 4, 6, 8, 10, 12, 14, 16, 18 en 20 t. h., wanneer de belanghebbenden twee, drie, vier, vijf, zes, zeven, acht, negen en tien jaar werkelijken dienst in hunnen graad tellen.

ART. 5.

Het bedrag der pensioenen verleend aan de onderofficieren en brigadiers der gendarmerie, alsmede aan de gendarmen, wordt berekend volgens de bepalingen van hiervoorgaande artikelen 1, 2 en 4, en, bovendien wordt dit bedrag, bij ieder voltrokken tijdperk van één jaar werkelijken dienst bij het korps gendarmerie overgebracht te rekenen van af 1^o October 1902, vermeerderd met 15 frank voor de adjudanten-onderofficieren, met 10 frank voor de eerste opperwachtmeesters en de opperwachtmeesters en met 5 frank voor de eerste wachtmeesters en wachtmeesters-fourriers.

ART. 6.

De pensioenen en de hulpgelden bestaande op het oogenblik van het van kracht worden dezer wet zullen worden herzien overeenkomstig de nieuwe bepalingen van artikelen 1 tot 4.

Deze herziening zal in werking treden te rekenen van af den eersten dag van den trimester volgende op den datum der bekendmaking.

ART. 7.

Il est ouvert au Département des Finances un crédit de 10,000 francs pour couvrir les frais à résulter de la revision prescrite par l'article 6.

Ce crédit sera rattaché au Budget de la Dette publique de l'exercice 1910 à titre de dépense exceptionnelle.

Donné à Bruxelles, le 28 février 1910.

ART. 7.

Een krediet van 10,000 frank wordt geopend bij het Departement van Financiën om de kosten te dekken voortspruitende uit de herziening voorgeschreven bij artikel 6.

Dit krediet zal gevoegd worden bij de Begrooting der Openbare Schuld van het dienstjaar 1910, ten titel van uitzonderlijke uitgave.

Gegeven te Brussel, den 28^e Februari 1910.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Guerre,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Oorlog,

J. HELLEBAUT.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

JUL. LIEBAERT.

